



*Liberté, Égalité, Sécurité et Prospérité*

## **L'articulation technique du programme électoral du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo (RDPC)**

---

### **I - Aperçu global des trois principaux secteurs d'activités : l'emploi, l'éducation nationale et l'enseignement, ainsi que la défense nationale, la sécurité et la protection civile**

Pour les 51 ans de la reconnaissance internationale de la République Démocratique du Congo et à l'approche des élections, le Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo (RDPC) tient à articuler techniquement son programme électoral. Le budget étant l'expression chiffrée de la politique économique et sociale de tout gouvernement, le RDPC a fait le choix de se projeter dans l'avenir, au lieu de s'attarder sans cesse sur le calamiteux diagnostic d'un pays dont l'avenir est de plus en plus hypothéqué par le pouvoir en place. Ainsi s'attelle-t-il aux grands équilibres sociaux, économiques et politiques ayant toujours fait défaut. En effet, il faut en finir définitivement avec l'État patrimonial au service de quelques oligarques dont la logique reste la prédation, la mendicité internationale et le pillage des richesses nationales.

Au-delà du chiffrage du budget du gouvernement du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo pour l'exercice 2012, il est avant tout question, dans ce premier volet, d'un aperçu global des trois principaux secteurs. Évidemment, seuls les premiers gros chantiers sont sciemment décortiqués : c'est-à-dire l'emploi, l'éducation nationale et l'enseignement supérieur, ainsi que la défense nationale, la sécurité et la protection civile.

#### **1 - La répartition budgétaire entre les différents postes de dépenses ministérielles**

Compte tenu de la catastrophique situation financière à laquelle est confronté le supposé État congolais, le budget global du gouvernement du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo, pour l'exercice 2012, sera d'à peu près 6 750 000 000,00 euros. Sachant que plusieurs milliards de dollars sont perdus à cause de la corruption et du détournement des fonds publics, un effort constant sera fourni pour que ce budget puisse croître chaque année. La clarté à la fois dans le trafic des minerais, les contrats chinois et les importations des produits alimentaires rapporteront au moins 799 388 000,00 euros par an, tandis que 1 737 800 000,00 euros proviendront des produits pétroliers. La maîtrise de différents gaspillages relatifs aux mauvaises dépenses du peu d'argent du circuit officiel permettra ainsi de récupérer dans les 3 ans au moins 2 780 480 000,00 euros sur les 11 121 920 000,00 euros du circuit informel.

Cette répartition budgétaire tient effectivement compte – à court, moyen et long termes – de l'affectation des ressources et de la réalisation des objectifs prioritaires à atteindre à tout prix par le gouvernement du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo : à savoir la paix, la croissance économique et l'évolution sociale.

## **Budget et chiffrage du programme du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo (RDPC)**

### **Le budget général hors dotations spécifiques et budgets annexes, ou de correction, pour l'exercice 2012**

Défense, Sécurité, Protection civile	12,00	825 000 000,00 €
Intérieur, collectivités locales, décentralisation	7,00	500 000 000,00 €
Transports, équipements, voies de communication	8,45	570 000 000,00 €
Santé, emploi, affaires sociales, femme et enfant	8,45	570 000 000,00 €
Énergie, mines, hydrocarbures	6,97	470 000 000,00 €
Plan, travaux publics, eau, urbanisme, habitat, tourisme	8,96	580 000 000,00 € <sup>1</sup>
Éducation et enseignement supérieur	11,30	750 000 000,00 €
Agriculture, pêche, développement rural, PME/PMI, artisanat	8,15	550 000 000,00 €
Justice, droits humains, libertés publiques	7,41	500 000 000,00 €
Culture, arts vivants, jeunesse, sports, loisirs, vie associative	4,45	300 000 000,00 €
Anciens combattants, mémoire collective	2,96	200 000 000,00 €
Autres (SGG <sup>2</sup> , SGP <sup>3</sup> , RAP <sup>4</sup> )	2,75	185 000 000,00 €
Économie, finances, industrie, budget, comptes publics, réforme de l'État	7,30	490 000 000,00 €
Affaires étrangères, coopération internationale, Congolais de l'étranger	3,85	260 000 000,00 €
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>6 750 000 000,00 €</b>

Force est de constater que, contrairement au budget de l'actuel gouvernement pour l'exercice 2011 dont le montant total des affectations budgétaires obscures – c'est-à-dire injustifiées – est accordé à l'espace présidentiel<sup>5</sup> juste pour alimenter la caisse noire de la nomenclature étatique, le Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo consacrera, par souci de transparence et d'efficacité, 185 millions d'euros à la fois au Secrétariat Général de la Présidence, au Secrétariat Général du Gouvernement et aux services chargés des relations avec le Parlement. Le choix du RDPC consiste donc à inverser la tendance : c'est-à-dire à soutenir l'intérêt général au détriment des privilèges personnels – Justice, droits humains, libertés publiques : 500 millions d'euros ; Éducation nationale et enseignement supérieur : 750 millions d'euros ; Agriculture, pêche, développement rural, PME/PMI : 550 millions d'euros ; Énergie, mines, hydrocarbures : 450 millions d'euros...

Ayant à l'esprit la situation géostratégique et conscient du fait que la sécurité de la République Démocratique du Congo dépend en partie de la stabilité de ses voisins frontaliers, le gouvernement du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo consacrera 260 millions d'euros à la diplomatie. Ainsi compte-t-il mener à bien des négociations en vue d'un pacte sur la stabilité des systèmes régionaux communs de sécurité et de défense, la finalité étant d'asseoir le principe d'indépendance dans l'interdépendance. Dans la même optique, le Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo va réorganiser les représentations diplomatiques congolaises à l'étranger pour :

- mieux les adapter à la géopolitique planétaire en cours ;
- rendre ces ambassades davantage opérationnelles dans leurs différentes prestations au profit des Congolais sans aucune distinction ;
- permettre la transparence dans leur fonctionnement et la rigueur dans leur gestion ;
- valoriser l'image de la République Démocratique du Congo à l'étranger...

### **Trois principaux secteurs**

<sup>1</sup> Dont 62 774 640,00 euros pour l'accès à l'eau potable.

<sup>2</sup> Secrétariat Général au Gouvernement.

<sup>3</sup> Secrétariat Général à la Présidence.

<sup>4</sup> Relations avec le Parlement.

<sup>5</sup> Environ 5 milliards de francs congolais, soit près du double du budget du ministère de l'Intérieur, près de 4 fois le budget de l'Agence Nationale des Renseignements, plus de 7 fois le budget de la Commission Nationale Électorale Indépendante.

## **Budget et chiffrage du programme du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo (RDPC)**

Emploi	Éducation et enseignement supérieur	Défense, sécurité et protection civile
1 390 240 000 €	750 000 000,00 €	825 000 000,00 €

Un budget conséquent, à hauteur de 2 965 240 000,00 euros, soit 43,92 % du budget annuel, sera consacré à la création d'emplois, à l'éducation et à l'enseignement supérieur, ainsi qu'à la défense nationale, la sécurité et la protection civile. Il est à noter que les ministères et les collectivités locales, pour ce qui est de la fonction publique, généreront respectivement des emplois dans les secteurs qui les concernent.

### **2 - Le chiffrage du projet**

L'objectif du chiffrage de ce projet tient compte des moyens dont le gouvernement du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo aura besoin. Cela permettra aux électeurs non seulement de vérifier la rentabilité et l'équilibre financier du programme qu'on leur propose, mais aussi de réaliser le sérieux de la future administration avec laquelle ils auront à faire.

#### **A - La création d'emplois**

L'emploi étant indéniablement à la fois un facteur de dignité, de développement et de progrès, le gouvernement du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo veillera à sa création pour concourir à la stabilité sociale ainsi qu'à l'expansion de l'économie nationale par le biais des impôts et des taxes qu'il générera.

##### **Dans le secteur privé**

Nombre d'emplois à créer en 5 ans	Réduction du chômage en point	Réduction du chômage en pourcentage
20 100 000	40 ou 50 points	80 ou 70 à 30 %

Pour générer le développement tous azimuts de la République Démocratique du Congo et garantir l'essor de son économie ainsi que l'emploi aux Congolais, l'action politique et gouvernementale du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo s'articulera essentiellement autour de grands chantiers publics ou travaux d'infrastructures. Ainsi est-il indispensable d'encourager la création de petites et moyennes entreprises, notamment dans le secteur informel.

##### **Dans la fonction publique**

Secteur privé	Les trois fonctions publiques : État, Hôpital et Collectivités locales
12 000 000	8 100 000

Il est indispensable d'agir à très court terme dans le sens de la valorisation du travail dans le territoire national et de la création d'emplois aussi bien dans le réseau privé que dans le secteur public étatique, provincial ou municipal, fussent-ils instituteurs, fonctionnaires, auxiliaires, manœuvres ou cadres, médecins ou infirmiers...

#### **B - L'enseignement primaire, secondaire et supérieur**

Le minimum que les citoyens sont en droit d'attendre d'un gouvernement, c'est bien l'accès à l'éducation de base. Ainsi la mission primordiale de l'État sera-t-elle de lutter efficacement contre les phénomènes socio-culturels d'exclusion, d'analphabétisme et de décrochage scolaire. Le gouvernement du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo a donc l'ambition de scolariser 15 450 000 élèves et étudiants dans les cinq prochaines années.

##### **a) L'enseignement primaire et secondaire**

## **Budget et chiffrage du programme du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo (RDPC)**

Le gouvernement du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo agira certainement pour que le budget de l'Éducation nationale revalorise l'école et l'enseignement. Ainsi permettra-t-il à la jeunesse congolaise d'être mieux outillée, d'affronter aisément les grands défis du III<sup>e</sup> millénaire dans le cadre de la mondialisation marchande.

### **La dotation budgétaire par catégories**

Catégories	Taux de répartition	Montants
Primaire	30,00	141 360 000,00 €
Secondaire	30,00	141 360 000,00 €
Professionnel et technique	40,00	188 480 000,00 €
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>471 200 000,00 €</b>

Le Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo fera donc des propositions sur une école en mesure d'assurer l'égalité réelle des réussites et donnera à tous les enfants l'opportunité de se former dans l'espoir de bénéficier un jour d'un métier. À cet effet, l'enseignement sera adapté à la fois aux réalités du moment et aux besoins de chaque secteur, en encourageant l'enseignement professionnel. Raison pour laquelle, à propos des filières techniques ou agricoles, il sera instauré un système alterné alliant cours théoriques dans l'établissement scolaire et stages pratiques en entreprise.

### **Les effectifs d'enseignants et d'encadrants**

Catégories	Effectifs par catégorie	Type d'enseignants ou d'encadrants	Effectifs d'enseignants et d'encadrants	Effectifs par classe
Primaire	9 000 000	Nombre d'enseignements primaire	81 250	40
Secondaire	6 000 000	Nombre d'enseignements secondaire	100 000 <sup>6</sup>	50
Apprentissage et technique	600 000	Nombre d'encadrants apprentis	75 000 <sup>7</sup>	8 <sup>8</sup>
<b>Total</b>	<b>15 600 000</b>		<b>256 250</b>	

### **Taux et montants d'impôts**

Imposition annuelle	Montants annuels par catégories	Taux d'imposition
Impôts primaire annuel	135 000 000,00 €	25%
Impôts secondaire annuel	66 000 000,00 €	25%
<b>Total</b>	<b>201 000 000,00 €</b>	

### **Les locaux et lieux d'accueil des apprentis**

Nombre de salles	Primaire	112 500 <sup>9</sup>
Nombre de salles	Secondaire	50 000 <sup>10</sup>

<sup>6</sup> Un professeur du secondaire peut soit enseigner 3 matières, soit s'occuper de 4 à 5 classes.

<sup>7</sup> Un tuteur pour apprentis peut encadrer 8 enfants au maximum.

<sup>8</sup> À hauteur de 4 le matin et 4 autres le soir.

<sup>9</sup> Les effectifs seront répartis en 2 groupes : 1 groupe le matin et l'autre le soir, selon qu'il s'agit de la ville ou de la campagne – notamment pour le primaire.

## Budget et chiffrage du programme du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo (RDPC)

Nombre d'entreprises accueil	Apprentis	75 000
------------------------------	-----------	--------

### La contribution annuelle des familles au titre des frais de scolarité

Catégories	Effectifs par catégories	Frais de scolarité annuel par élève	Montants annuels
Primaire	9 000 000	35	315 000 000 €
Secondaire	6 000 000	50	300 000 000 €
Apprentissage et technique	600 000	75	45 000 000 €
<b>Total</b>	<b>15 600 000</b>		<b>660 000 000 €</b>

### Le budget annuel général, y compris la participation des familles, au titre des frais de scolarité

Budget général annuel par catégorie	Montants
Primaire	456 360 000 €
Secondaire	441 360 000 €
Professionnel et technique	233 480 000 €
<b>Total général annuel : dotations gouvernementales et frais de scolarité</b>	<b>1 131 200 000 €</b>

### Le coût des agents administratifs, techniciens et ouvriers spécialisés

Catégories d'AATOSSEN <sup>11</sup>	effectifs	Salaire brut annuel	impôt annuels	Montants nets annuels
AATOSSEN primaire	30 000	61 200 000,00 € <sup>12</sup>	15 300 000,00 €	45 900 000,00 €
AATOSSEN secondaire	10 000	21 600 000,00 € <sup>13</sup>	5 400 000,00 €	16 200 000,00 €
<b>Total</b>	<b>40 000</b>	<b>82 800 000,00 €</b>	<b>20 700 00,00 €</b>	<b>62 100 000,00 €</b>

Il est évident que le gouvernement du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo revalorisera les bas salaires et les retraites pour relancer le pouvoir d'achat, soutenir la consommation des produits congolais et, plus généralement, la demande. Il introduira aussi, dès le début de la mandature, un *salaire minimum congolais* calculé sur le coût de la vie – *l'accord de Mbudi* signé en février 2004 devant servir de référence pour toute négociation.

## b) L'enseignement supérieur et la recherche

Il est plus que jamais nécessaire, soutient « avec force et vigueur » le RDPC, de réorganiser les universités congolaises en des Unités d'Enseignement et de Recherche (UER) pour mieux renforcer leur rôle pédagogique et justifier davantage leur place au sein de la société.

### La dotation budgétaire par cycle

Dotation budgétaire	Taux de répartition budgétaire entre cycles	Montants
Premier cycle	50,00	147 250 000,00 €
Second cycle	30,00	88 350 000,00 €
Troisième cycle	20,00	58 900 000,00 €
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>294 500 000,00 €</b>

<sup>10</sup> Les effectifs seront divisés en 2 groupes : 1 le matin et 1 le soir, de la même manière que dans le primaire, selon que l'on réside en ville ou à la campagne. Il y aura possibilité d'internat.

<sup>11</sup> Agents Administratifs, Techniciens et Ouvriers Spécialisés de l'Éducation Nationale.

<sup>12</sup> Le salaire brut annuel par AATOSSEN dans le primaire sera de 2 040 euros.

<sup>13</sup> Le salaire brut annuel par AATOSSEN dans le secondaire sera de 2 160 euros.

## **Budget et chiffrage du programme du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo (RDPC)**

Ayant à l'esprit le fait que l'autonomie du peuple congolais sera aussi fonction du savoir-faire, le Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo conditionnera, d'une part, tout contrat avec les partenaires étrangers de la République Démocratique du Congo au transfert de techniques et de technologie. D'autre part, il préconisera un partenariat avec les institutions éducatives et les centres de recherches locaux pour que ce transfert des compétences soit durable et aide non seulement à la construction du système éducatif, mais aussi joue un rôle d'appui à la recherche et au développement (R&D) au niveau local.

### **La participation financière des étudiants au titre des droits et des frais universitaires**

Catégories	Effectifs	Droits ou frais universitaires	Montants
Premier cycle	378 000	180,00 €	68 040 000,00 €
Second cycle	12 000	380,00 €	4 560 000,00 €
Troisième cycle	10 000	750,00 €	7 500 000,00 €
<b>Total</b>	<b>400 000,00</b>		<b>80 100 000,00 €</b>

### **Le budget global annuel**

Catégories	Budget global
Premier cycle	215 290 000,00 €
Second cycle	92 910 000,00 €
Troisième cycle	66 400 000,00 €
<b>Total</b>	<b>374 600 000,00 €</b>

Le secteur de la recherche et du développement permettra aux entreprises, aux universités et aux écoles supérieures d'unir leurs efforts afin de répondre aux besoins essentiels de la société. À ce niveau, le rôle de l'État consistera à favoriser cette collaboration, bénéfique à la collectivité publique, par des incitatifs financiers.

### **Les effectifs du personnel enseignant, des agents administratifs, techniciens et ouvriers spécialisés**

Catégories du personnel	Effectifs	Salaire annuel brut	Salaire net annuel	Impôt annuel
Enseignant du supérieur	3 500	35 000 00,00 € <sup>14</sup>	25 550 000,00 €	9 450 000,00 €
ATER <sup>15</sup>	9 000	22 500 000,00 € <sup>16</sup>	16 875 000,00 € <sup>17</sup>	5 625 000,00 €
AATOSES <sup>18</sup> du supérieur	15 000	39 600 000,00 € <sup>19</sup>	29 700 000,00 € <sup>20</sup>	9 900 000,00 €
<b>Total</b>	<b>27 500,00</b>	<b>97 100 000,00 €</b>	<b>72 125 000,00 €</b>	<b>24 975 000,00 €</b>

Le personnel de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur – enseignants et AATOSEN – s'élèvera, à court terme, à 825 000. Par ailleurs, l'objectif de la démarche du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo consiste à donner les chiffres bruts (par exemple 2 400 euros pour un salaire annuel pour un professeur, alors que, de nos jours, le salaire mensuel d'un enseignant est de 36 000 francs congolais, soit 37 dollars).

<sup>14</sup> Le salaire annuel brut d'un enseignant du supérieur sera de 10 000 euros.

<sup>15</sup> Assistant temporaire et enseignant chercheur, ou des doctorants aspirants, ou des chargés des travaux dirigés ainsi que des tuteurs pour les premier et second cycles.

<sup>16</sup> Salaire brut annuel d'un ATER sera de 2 500 euros.

<sup>17</sup> Le taux d'imposition des ATER est de 25 %.

<sup>18</sup> Agents administratifs, techniciens et ouvriers spécialisés de l'enseignement supérieur et recherche.

<sup>19</sup> Salaire annuel brut d'un AATOSES sera de 2 640 euros.

<sup>20</sup> Le taux d'imposition pour les AATOSES sera de 25 %.

## **Budget et chiffrage du programme du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo (RDPC)**

### **C - La défense nationale, la sécurité et la protection civile**

Sachant que la stabilité politique et la croissance économique de tout pays passent par un système de sécurité et de défense efficace et légitime, le gouvernement du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo combattra l'insécurité pour mieux asseoir un environnement propice à la reconstruction et au développement ou, plus en amont, à la prévention des crises et des conflits. Ainsi œuvrera-t-il non seulement en faveur de la constitution de forces de sécurité civiles et militaires efficaces, bien formées et responsables devant les instances civiles, mais aussi au profit de la mise en place d'institutions qui seront chargées de la gestion et du contrôle démocratique des acteurs concourant à la sécurité et à la défense nationale.

Catégorie	Effectifs	Soldes annuels	Équipements	Dotation globale par corps	Taux de répartition
Armée	132 000	111 234 000,00 €	164 217 480,00 €	275 451 480,00 €	33,40
Gendarmerie	48 000	80 325 000,00 €	136 847 900,00 €	217 172 900,00 €	26,34
Police	125 000	37 454 400,00 €	137 247 900,00 €	174 702 300,00 €	21,14
Pompiers	50 000	48 195 000,00 €	109 478 320,00 €	157 673 320,00 €	19,12
<b>Total</b>	<b>355 600</b>	<b>277 208 400,00 €</b>	<b>547 791 600,00 €</b>	<b>825 000 000,00 €</b>	<b>100,00</b>

Le montant alloué aux dépenses concernant la défense, la sécurité et la protection civile – à savoir 825 000 000 d'euros servira :

- à la réforme de la nomenclature des FARDC pour les rendre plus efficaces sur le plan opérationnel ;
- aux critères relatifs à l'avancement des carrières ;
- aux équipements adaptés aux différents types de missions ;
- à l'autonomisation des unités, tout en garantissant l'interconnexion entre elles ;
- au renforcement du soutien logistique, notamment avec un rapport d'un logisticien pour deux combattants, soit un régiment de soutien pour deux régiments de combattants ;
- à l'assurance des pensions d'invalidité et aux retraites des anciens combattants ;
- au maintien des avantages sociaux, en plus de la solde régulière, au profit des proches de militaires en activité (femmes et enfants sous leur charge).

Le tableau ci-dessus montre la très ferme intention du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo à rendre absolument attractifs les métiers relatifs à la défense du territoire, ainsi qu'à la sécurisation des biens et des personnes. Raison pour laquelle la dotation globale par corps de métier est en forte hausse par rapport à celle allouée par l'actuel gouvernement – Armée : 275 451 480,00 euros, soit 33,44 % du budget du ministère concerné ; Gendarmerie : 217 172 900,00 euros, soit 26,34 % ; Police : 174 702 300,00 euros, soit 21,14 % ; Pompiers : 157 673 320,00 euros, soit 19,12 % ; Pompiers : 157 673 320,00 euros, soit 19,12 %.

### **3 - En guise de conclusion**

Ce schéma global de ventilation budgétaire, qui est établi sur la base de l'exercice gouvernemental en cours, sera forcément revu à la hausse ou à la baisse (budget rectificatif), car un budget est par essence une projection, donc une prévision. Dans la même optique, la prochaine étape du chiffrage concernera la publication du schéma administratif, en l'occurrence les régions administratives. En effet, il va falloir s'épancher sérieusement sur les circonscriptions d'actions régionales afin de mieux cerner le fonctionnement des zones de défenses, des académies, de l'inspection du travail, de l'économie et des transports. Ainsi le Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo clarifiera-t-il ses intentions, s'agissant de la réforme générale des politiques publiques, de l'administration territoriale, de la décentralisation...

L'élaboration de ce budget prévisionnel tient compte du processus de programmation et de budgétisation rationnel, ainsi que de la volonté d'indépendance au regard de l'étranger. Raison pour laquelle le Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo envisage d'entreprendre des réformes

## ***Budget et chiffrage du programme du Rassemblement pour le Développement et la Paix au Congo (RDPC)***

structurelles et « structurantes » en vue d'opérer une véritable innovation dans la gouvernance et l'éthique de la chose publique.

En tout cas, il est question d'un budget général hors dotations spécifiques et budgets annexes, ou de correction : c'est-à-dire en cours de l'exercice 2011 et en fonction des recettes, qui seront récupérées durant l'année 2012, dans le cadre de la maîtrise de différents gaspillages relatifs aux mauvaises dépenses de l'argent du circuit officiel et de la récupération de l'argent des filières dont il n'a pas le contrôle. Soulignons aussi que, selon l'option qui sera choisie le moment venu, soit chaque ministère aura son propre service de paiement de ses agents ; soit une centrale de paiement sera créée, laquelle se chargera de la paie de tous les agents de l'État.

---

### **Contacts :**

Blog : <http://rdpc-rdcongo.blogspot.com> – E-mail : [rdpc.rdc@gmail.com](mailto:rdpc.rdc@gmail.com), ou [lonsikoko75015@gmail.com](mailto:lonsikoko75015@gmail.com)  
Tél. : 0033 612 066 872 / 00243 822 436 517 / 00243 899 772 737